

RAPPORT D'ACTIVITÉ

2018

	ACCOM PAGNE MENT		ÉCO UTE
ORIE NTA TION		ACC UEIL	
	RES PECT		BIEN VEIL LANCE
ÉGA LITÉ		INFO RMA TION	

LE MOT DU PRÉSIDENT



À la lecture de ce rapport d'activité, vous allez constater que la Mission Locale Centre Bretagne continue d'exercer pleinement son rôle auprès des jeunes de notre beau territoire.

En effet, bien que l'activité et la conjoncture économique de nos bassins de vie soient dynamiques et favorables, l'activité de la Mission Locale se maintient, avec 1 902 jeunes accueillis cette année.

Nous avons su évoluer dans la réponse à apporter à nos jeunes afin de les orienter et de pouvoir les aider à s'insérer au mieux dans notre société ; avec, par exemple, l'accueil continu pour répondre immédiatement à leurs sollicitations dans un monde où l'on souhaite de l'information rapidement et tout de suite.

Le territoire est en constante évolution : baisse du chômage, reprise de l'activité économique, métiers en tension, transformations liées au développement du numérique...

C'est dans ce contexte et celui des récentes réformes que la Mission Locale conduit son action et mène à bien les différents dispositifs ; et notamment le Parcours d'Accompagnement Contractualisé vers

l'Emploi et l'Autonomie (PACEA) et la Garantie jeunes, avec pour objectifs de : développer avec les jeunes leur « pouvoir d'agir » pour résoudre progressivement leurs difficultés et faire qu'ils deviennent à terme autonomes socialement et financièrement.

Pour mener au mieux tous ces projets, je sais pouvoir compter sur le soutien et l'implication des membres du Conseil d'administration et du Bureau de notre association ; tout comme sur l'engagement et le professionnalisme de notre équipe dont les capacités permettent, je n'en doute pas, de développer et d'adapter avec nos partenaires notre offre de services en direction des jeunes.

Pour conclure, je terminerai par le slogan choisi par nos jeunes lors de notre participation au 1^{er} semi-marathon Loudéac-Pontivy : « Accélère, Ralentis, mais n'abandonne jamais », c'est ce que je souhaite à tous les jeunes de notre territoire que nous accueillons.

Xavier HAMON
Président

SOMMAIRE

La Mission Locale	3
Le territoire	4
Les antennes	5
Les chiffres clés	6
Le bassin d'emploi	10
L'emploi	12
La formation	14
La Garantie jeunes	16
Vers une autonomie	18
Les outils de compensation	22
La communication	24
Glossaire	26
Le réseau breton/ARML	27

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Laurence LANOË
CONCEPTION : Jessica MÉNARD
CRÉDITS PHOTOS : MLCB - Adobe Stock - Freepik - Pexels
IMPRESSION : Imprimerie LE MAIRE
TIRAGES : 200 exemplaires
© AVRIL 2019

LA MISSION LOCALE

Le conseil d'administration



LE BUREAU EXÉCUTIF

Xavier HAMON, président
Loudéac communauté-Bretagne Centre

Marc KERRIEN, vice-président
Pontivy Communauté
Christophe BELLER, trésorier
Pontivy Communauté
Pierre-Alain CASTERA, secrétaire
Retritex
Patrick VAUTIER
Sous-préfet de PONTIVY
Rodolphe LE BRETON
Loudéac communauté-Bretagne Centre
Nolwen BAUCHE-GAUAUD
Centre Morbihan Communauté

Évelyne GASPAILLARD
Loudéac communauté-Bretagne Centre
Christelle MÉHAT
Pôle emploi PONTIVY
Éric DESPOULAINS
Manpower
Christian LE HOUZEC
GRETA
Marie-Thérèse LE BELLER
ATES

LES MEMBRES

Élisabeth JOUNEUX-PEDRONO
Conseil Régional

Raymond LE BRAZIDEC (SUP)
Conseil Régional

Joseph SAUVÉ
Loudéac communauté-Bretagne Centre

Daniel THOMAS
Loudéac communauté-Bretagne Centre

Benoît QUERO
Conseil Départemental 56

Béatrice BOULANGER
Conseil Départemental 22

Martine LE LOIRE
Centre Morbihan Communauté

André GUILLEMET
Centre Morbihan Communauté

M^{me} La Secrétaire Générale
Préfecture des Côtes d'Armor

M. Le Président
Conseil Départemental 22

M. Le Président
Conseil Départemental 56
M^{me} La Chargée de mission aux droits des femmes et à l'égalité
Préfecture des Côtes d'Armor

François LE MÉEC
Pôle emploi LOUDÉAC

M. Le Directeur Départemental
DDCS 56

M^{me} La Directrice Départementale (SUP)
DDCS 22

M. Le Directeur Départemental
DIRECCTE 56

Martine MIGNOT (SUP)
DIRECCTE 22

M. l'Inspecteur Académique
DSDEN 22

M^{me} l'Inspectrice Académique (SUP)
DSDEN 56

Gwénaél RIO (SUP)
Chambre des métiers 56

Sébastien ROUAULT (SUP)
Chambre d'Agriculture 22

Bernard SALAUN
CRCA Service Passerelle

Catherine MORGENTHALER
Centre de Kervihan

Sandrine CHRISTIEN
AMISEP

Fabrice HENRY
LEGTA

Cyr LE PAIH
AREP 56

Jean-Michel ORINEL (SUP)
ESAT La Vieille Rivière

Jean-Louis NOUAUX (SUP)
AFPA LOUDÉAC

Sylviane FABRE (SUP)
GRETA PONTIVY

Christophe GUINCHE (SUP)
ADALÉA

Brigitte PFEIFFER (SUP)
IPF3A

L'équipe

22 salariés > 17 ETP

répartis sur 2 pôles

PÔLE ADMINISTRATIF

direction - point accueil - administratif - communication - informatique

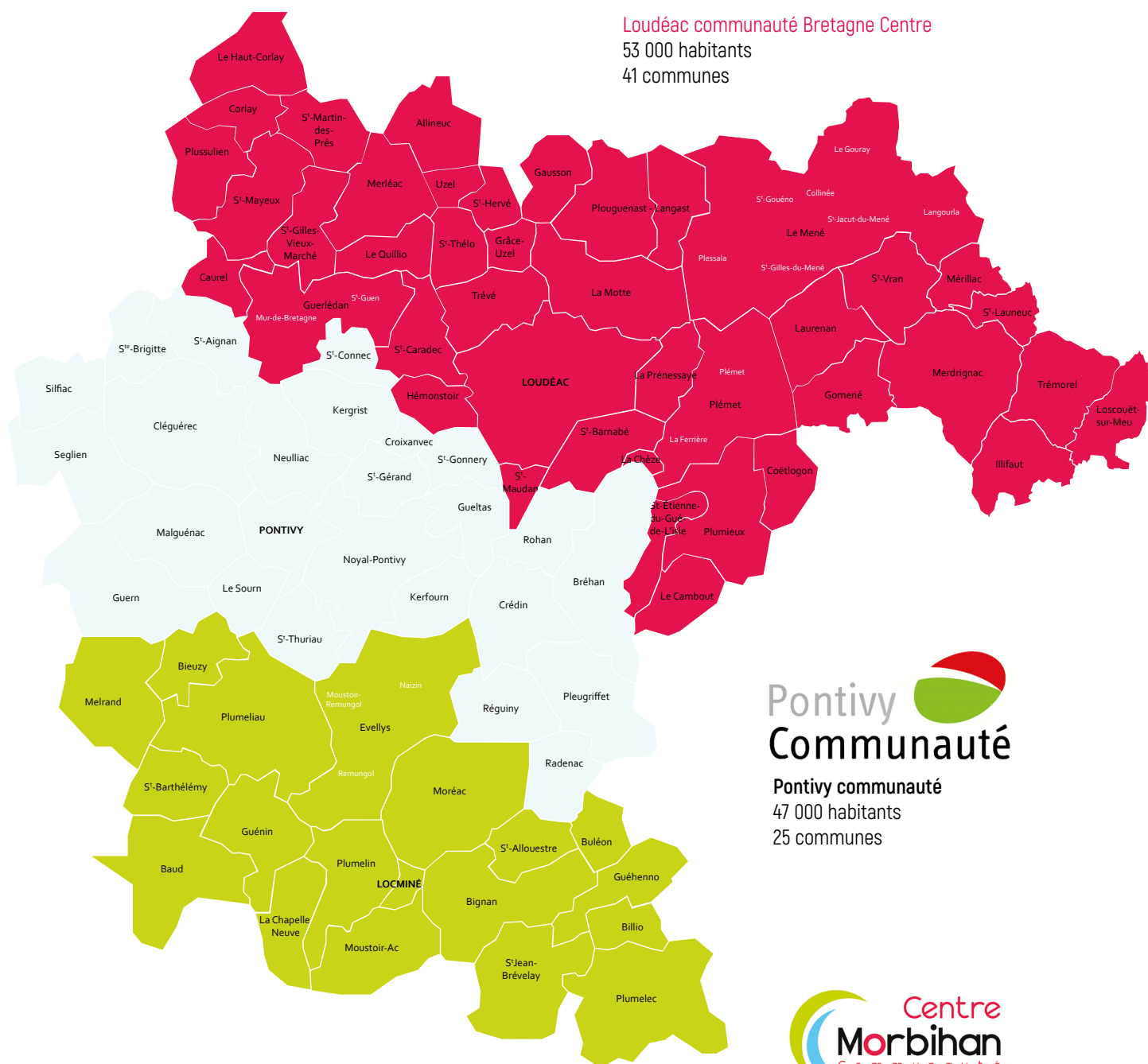
PÔLE TECHNIQUE : 4 ÉQUIPES

accueil/accompagnement - accompagnement social renforcé - emploi - garantie jeunes

LE TERRITOIRE

LOUDEAC
communauté
BRETAGNE CENTRE

Loudéac communauté Bretagne Centre
53 000 habitants
41 communes



Pontivy
Communauté

Pontivy communauté
47 000 habitants
25 communes

Centre
Morbihan
Communauté

Centre Morbihan communauté
43 000 habitants
19 communes

LES ANTENNES



LE SIÈGE

PONTIVY
13 bis rue Saint-Jory
56300 PONTIVY
02 97 25 38 35

Côtes d'Armor

Morbihan



LOUDÉAC

Maison de l'emploi
1 rue de la Chesnaie
22600 LOUDÉAC
02 96 28 99 18



MERDRIGNAC

Espace S^{te}-Anne
1 place Ste-Anne
BP 1
22230 MERDRIGNAC
02 96 67 45 40



LE MENÉ

Mairie Le Mené
La Croix Jeanne Even
BP 3
22330 LE MENÉ
02 96 28 99 18



LOCMINÉ

Espace Rural
Emploi Formation
2 rue Yves Le Thiès
Boulevard Duguesclin
56500 LOCMINÉ
02 97 44 29 65



BAUD

Centre Morbihan
Communauté
Chemin de Kermarrec
BP 35
56150 BAUD
02 97 25 38 35

www.ml-cb.fr

LES CHIFFRES CLÉS 2018

↓ **1 902** jeunes accompagnés

1 984 en 2017

↑ **826** jeunes venus pour la 1^{re} fois

822 en 2017

↓ **7 579** entretiens réalisés

8 848 en 2017



960 femmes 942 hommes

Accueil mission locale/Données globales

NIVEAU SCOLAIRE

59 % ont un diplôme qualifiant
59 % en 2017

HÉBERGEMENT

28 % vivent en logement autonome
30 % en 2017

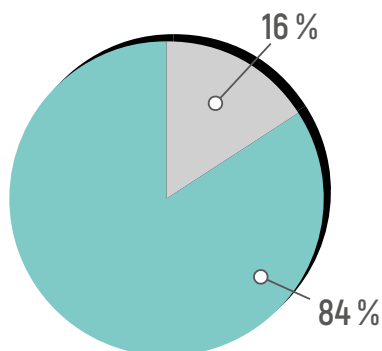
MOBILITÉ

51 % sont titulaires du permis B
51 % en 2017

RÉPARTITION 22/56

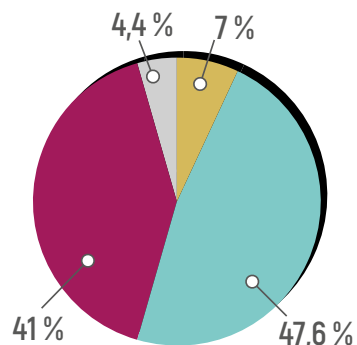
40 % sur le 22
40 % en 2017
60 % sur le 56
60 % en 2017

SITUATION FAMILIALE



■ Célibataire
■ Vie maritale/Pacsé

TRANCHE D'ÂGE



■ 26 et +
■ 22-25 ans
■ 18-21 ans
■ Mineur

ZOOM

Le niveau scolaire

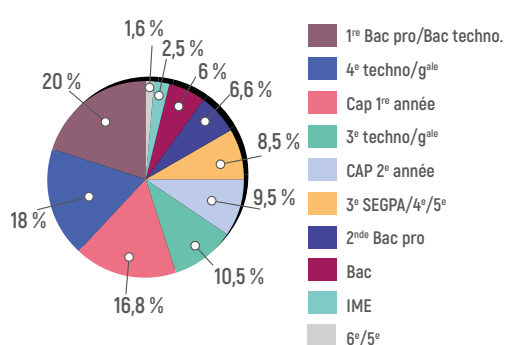
Niveau	6/5 bis	5	4	3 et +
Total	785	435	561	121

Sur les 785 jeunes ayant un niveau scolaire 6 et 5 bis :

44 % sont titulaires d'un CFG (Certificat de Formation Générale) ou d'un DNB (Diplôme National du Brevet).

CES JEUNES ONT ARRÊTÉ LEUR SCOLARITÉ EN :

- 6^e/5^e : **1,6 %**
- IME : **2,5 %**
- Term./Bac pro/Bac g^{al}/Bac techno : **6 %**
- 2^{de} Bac pro : **6,6 %**
- 3^e SEGPA/4^e/5^e : **8,5 %**
- CAP 2^e année : **9,5 %**
- 3^e techno/g^{al} : **10,5 %**
- CAP 1^{re} année : **16,8 %**
- 4^e techno/g^{al} : **18 %**
- 1^{re} Bac pro/Bac techno : **20 %**



QUELQUES CHIFFRES

Nombre d'entrées en formation : **335**
dont qualifiante financée par le Conseil Régional : 43

Nombre de contrats signés : **1 721**

Nombre de contrats en alternance : **79**

LES AIDES

120 jeunes ont reçu une bourse d'État pour un total de **33 910 euros**

294 jeunes ont bénéficié d'une aide dans le cadre du FAJ pour un total de **73 971 euros**

PARTIE COSTARMORICAINE

326 jeunes venus pour la 1^{re} fois

164 femmes/162 hommes

340 en 2017

764 jeunes accompagnés

386 femmes/378 hommes

785 en 2017

2 900 entretiens réalisés

3 057 en 2017

60 % des jeunes accompagnés ont un diplôme qualifiant

61 % en 2017

Niveau	6/5 bis	5	4	3 et +
Total	305	190	224	45

30,2 % vivent en logement autonome

30 % en 2017

Type d'hébergement	Parents	Fa-mille/Amis	Logement autonome	Foyer/autre
Total en %	49,2	15,2	30,2	5,4

54 % sont titulaires du permis B

54 % en 2017

631 sont célibataires soit 82,6 %

675 en 2017

133 sont en vie maritale, mariés ou pacsés soit 17,4 %

110 en 2017

PARTIE MORBIHANNAISE

500 jeunes venus pour la 1^{re} fois

244 femmes/256 hommes

482 en 2017

1 138 jeunes accompagnés

574 femmes/564 hommes

1 199 en 2017

4 679 entretiens réalisés

5 791 en 2017

58 % des jeunes accompagnés ont un diplôme qualifiant

57 % en 2017

Niveau	6/5 bis	5	4	3 et +
Total	480	245	337	76

27 % vivent en logement autonome

30 % en 2017

Type d'hébergement	Parents	Fa-mille/Amis	Logement autonome	Foyer/autre
Total en %	54	13,5	27	5,5

49 % sont titulaires du permis B

51 % en 2017

964 sont célibataires soit 84,7 %

1 031 en 2017

174 sont en vie maritale, mariés ou pacsés soit 15,3 %

168 en 2017



NIVEAU SCOLAIRE



HÉBERGEMENT



MOBILITÉ



SITUATION FAMILIALE

DONNÉES 2018 PAR COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

LOUDAC
communauté
BRETAGNE CENTRE

Jeunes venus pour la 1^{re} fois :

326 - 164 femmes/162 hommes

Jeunes accompagnés : **764**
386 femmes/378 hommes

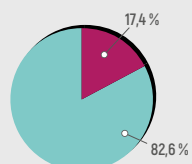
Entretiens réalisés pour ces
jeunes : **2 900**

Jeunes ayant un diplôme
qualifiant : **60 %**

Jeunes vivant en logement
autonome : **30,2 %**

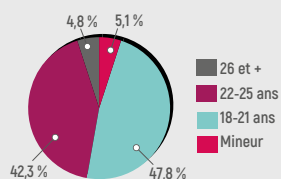
Jeunes titulaires du permis B :
54 %

SITUATION FAMILIALE



■ Célibataire
■ Vie maritale/Marié/Pacsé

TRANCHE D'ÂGE



■ 26 et +
■ 22-25 ans
■ 18-21 ans
■ Mineur

NIVEAU D'ÉTUDES

Niveau	6/5 bis	5	4	3 et +
Total	305	190	224	45

HÉBERGEMENT

Type d'hébergement	Pa-rents	Fa-mille/Amis	Logement autonome	Foyer/autre
Total en %	49,2	15,2	30,2	5,4

Pontivy
Communauté

Jeunes venus pour la 1^{re} fois :

283 - 145 femmes/138 hommes

Jeunes accompagnés : **710**
371 femmes/339 hommes

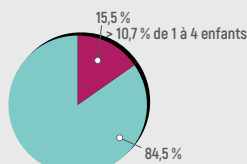
Entretiens réalisés pour ces
jeunes : **3 213**

Jeunes ayant un diplôme
qualifiant : **56 %**

Jeunes vivant en logement
autonome : **31 %**

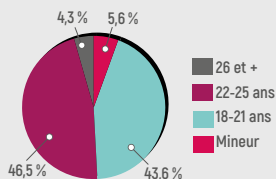
Jeunes titulaires du permis B :
53 %

SITUATION FAMILIALE



■ Célibataire
■ Vie maritale/Marié/Pacsé

TRANCHE D'ÂGE



■ 26 et +
■ 22-25 ans
■ 18-21 ans
■ Mineur

NIVEAU D'ÉTUDES

Niveau	6/5 bis	5	4	3 et +
Total	312	147	205	46

HÉBERGEMENT

Type d'hébergement	Pa-rents	Fa-mille/Amis	Logement autonome	Foyer/autre
Total en %	46,6	14,4	31	8

Centre
Morbihan
Communauté

Jeunes venus pour la 1^{re} fois :

217 - 99 femmes/118 hommes

Jeunes accompagnés : **428**
203 femmes/225 hommes

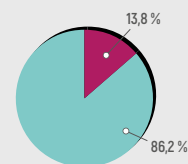
Entretiens réalisés pour ces
jeunes : **1 466**

Jeunes ayant un diplôme
qualifiant : **61 %**

Jeunes vivant en logement
autonome : **20 %**

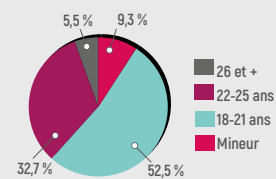
Jeunes titulaires du permis B :
43 %

SITUATION FAMILIALE



■ Célibataire
■ Vie maritale/Marié/Pacsé

TRANCHE D'ÂGE



■ 26 et +
■ 22-25 ans
■ 18-21 ans
■ Mineur

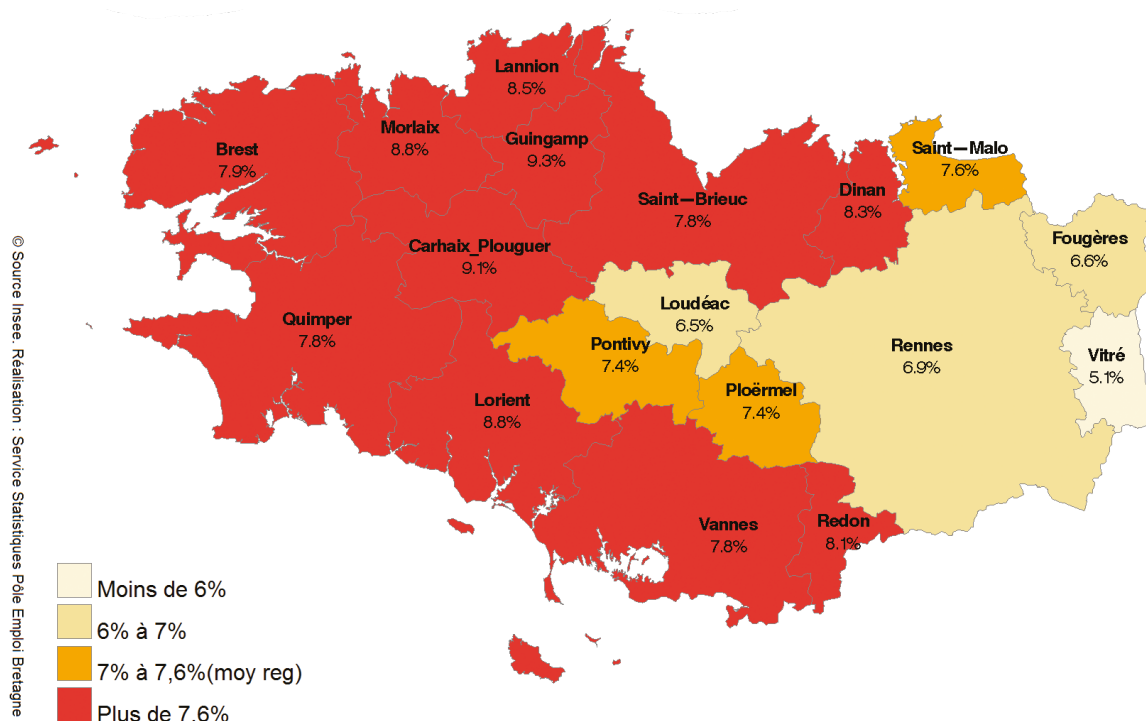
NIVEAU D'ÉTUDES

Niveau	6/5 bis	5	4	3 et +
Total	168	98	132	30

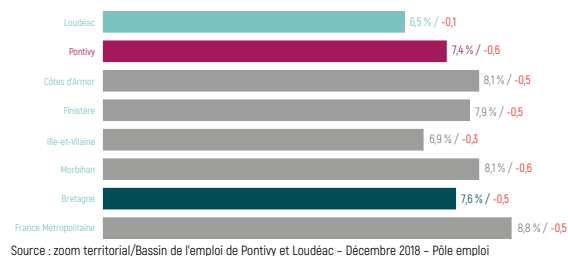
HÉBERGEMENT

Type d'hébergement	Pa-rents	Fa-mille/Amis	Logement autonome	Foyer/autre
Total en %	66,4	12,4	20	1,2

LE BASSIN D'EMPLOI



TAUX DE CHÔMAGE LOCAL, DÉPARTEMENTAL, RÉGIONAL ET NATIONAL



DÉFINITION DU TAUX DE CHÔMAGE

Le taux de chômage est une donnée INSEE publiée chaque trimestre. Il est disponible par zones d'emploi INSEE, découpage géographique dont le périmètre diffère des zones SPEL (Service Public de l'Emploi Local) et des bassins d'emploi (définis par Pôle emploi). Le dénominateur du taux de chômage, qui représente la population active en âge de travailler, est obtenu via l'enquête emploi menée par l'INSEE.

Source : Pôle emploi

LES CHIFFRES CLÉS PAR SEXE ET ÂGE LOUDÉAC PONTIVY

Données brutes	Cat. A	Cat. A	part %	part %	Évol. annuelle	Évol. annuelle	Cat. ABC	Cat. ABC	part %	part %	Évol. annuelle	Évol. annuelle
Hommes	1 192	1 940	52 %	50 %	- 0,3 %	- 4,0 %	1 910	3 302	46 %	45 %	- 1,2 %	- 3,8 %
Femmes	1 102	1 944	48 %	50 %	- 0,7 %	- 1,2 %	2 212	3 960	54 %	55 %	+ 2,4 %	- 1,6 %
- 25 ans	344	565	15 %	15 %	- 8,8 %	- 5,4 %	692	1 090	17 %	15 %	- 0,1 %	- 5,8 %
25-49 ans	1 279	2 175	56 %	56 %	- 3,4 %	- 4,2 %	2 394	4 269	58 %	59 %	- 2 %	- 3,9 %
50 ans et +	671	1 144	29 %	29 %	+ 11,1 %	2,2 %	1 036	1 903	25 %	26 %	+ 8,3 %	+ 2,2 %
DELD	620	1 052	27 %	27 %	+ 4 %	- 2,1 %	1 862	3 467	45 %	48 %	+ 6,8 %	+ 2,9 %
TOTAL	2 294	3 884	-	-	- 0,5 %	- 2,6 %	4 122	7 262	-	-	+ 0,7 %	+ 2,6 %

*DELD : pour la catégorie A, il s'agit des demandeurs d'emploi inscrits en continu dans cette catégorie durant les 12 derniers mois (données brutes). Pour les catégories A, B et C, il s'agit de ceux inscrits dans ces catégories depuis un an ou plus (données CVS).

LES DEFM PAR TYPE DE PUBLIC LOUDÉAC PONTIVY

Population	Jeunes	Jeunes	Seniors	Seniors	Femmes	Femmes	DELD	DELD	Obligation d'emploi	Obligation d'emploi	RSA + prime d'activité	RSA + prime d'activité
Volume Cat. A	344	565	671	1 144	1 102	1 944	620	1 052	324	621	505	804
Volume cat. ABC	692	1 090	1 036	1 903	2 212	3 960	1 862	3 467	468	918	867	1 427
Évol. annuelle cat. A	- 9 %	- 5 %	+ 11 %	+ 2 %	- 1 %	- 1 %	+ 4 %	- 2 %	0 %	- 4 %	- 15 %	- 9 %
Évol. annuelle cat. ABC	0 %	- 6 %	+ 8 %	+ 2 %	+ 2 %	- 2 %	+ 7 %	+ 3 %	0 %	- 1 %	- 9 %	- 6 %
Évol. annuelle Bretagne cat. A	- 2 %	- 2 %	- 2 %	- 2 %	- 1 %	- 1 %	- 5 %	- 5 %	0 %	0 %	- 4 %	- 4 %
Évol. annuelle Bretagne cat. ABC	- 2 %	- 2 %	+ 2 %	+ 2 %	0 %	0 %	+ 3 %	+ 3 %	+ 2 %	+ 2 %	- 2 %	- 2 %

LES DEFM CAT A SELON LE MÉTIER RECHERCHÉ

MÉTIER RECHERCHÉ	CÔTES D'ARMOR		MORBIHAN	
	% Femmes	% Jeunes	% Femmes	% Jeunes
Abattage et découpe des viandes	19 %	12 %		
Assistance auprès d'enfants	100 %	13 %	98 %	10 %
Assistance auprès d'adultes			92 %	18 %
Conduite d'équipement de production alimentaire	54 %	10 %	52 %	19 %
Conduite de transport de marchandises sur longue distance	4 %	9 %	3 %	8 %
Magasinage et préparation de commandes	15 %	17 %	14 %	11 %
Manutention manuelle de charges	6 %	19 %		
Mise en rayon libre-service	73 %	37 %	64 %	18 %
Nettoyage des locaux	56 %	5 %	63 %	9 %
Opérations manuelles d'assemblage, tri ou emballage	61 %	12 %	57 %	17 %
Secrétariat			97 %	4 %
Services domestiques	100 %	9 %	100 %	5 %

MARCHÉ DE L'EMPLOI : ÉVOLUTION DES DPAE SELON LE TYPE DE CONTRAT

Type de contrat	Volume [12 mois glissants]		Période A-1		Évol. annuelle		Poids		Évol. annuelle	Poids
	Loudéac	Pontivy	Loudéac	Pontivy	Loudéac	Pontivy	Loudéac	Pontivy	Bretagne	
Emplois durables	3 904	5 031	3 551	4 421	+ 10 %	+ 14 %	9 %	4 %	7 %	9 %
dont CDI	2 941	3 699	2 503	3 131	+ 17 %	+ 18 %	7 %	3 %	+ 11 %	6 %
dont CDD + 6 mois	963	1 332	1 048	1 290	- 8 %	+ 3 %	2 %	1 %	- 4 %	2 %
Emplois temporaires	3 237	3 864	2 889	3 698	+ 12 %	+ 4 %	8 %	3 %	+ 4 %	7 %
Emplois occasionnels	9 631	18 751	13 292	18 980	- 28 %	- 1 %	23 %	15 %	- 1 %	33 %
TOTAL HORS INTÉRIM	16 772	27 647	19 732	27 099	- 15 %	+ 2 %	40 %	22 %	+ 1 %	48 %
Contrats intérimaires	25 371	97 047	22 264	93 604	+ 14 %	+ 4 %	60 %	78 %	+ 4 %	52 %
TOTAL DPAE	42 143	124 696	41 996	120 703	0 %	+ 3 %	100 %	100 %	+ 2 %	100 %

L'EMPLOI



Action BOOSTER

Accompagnement et coaching des jeunes dans les démarches d'emplois, avec pour chacun d'entre eux, un travail sur la confiance en soi, la connaissance du bassin d'emploi et le développement de leur réseau.

Liens effectués avec les entreprises : visite et/ou prise de contact pour des candidatures, possibilité de mettre en place des PMSMP...

82 jeunes suivis sur l'année 2018.

Sur ces 82 jeunes :

- 56 sont titulaires du permis de conduire.
- 44 sont issus de la partie morbihannaise contre 38 pour les Côtes d'Armor.
- Les domaines visés/projets envisagés : bâtiment, industrie (soudeur, menuiserie...); secrétariat, accueil, RH, comptabilité; vente (vente, els, commercial...); agroalimentaire; logistique (chauffeur, cariste, préparateur de commande)...
- Moyenne de la durée d'accompagnement : 3 mois.
- À l'issue de l'accompagnement : 92 % ont une expérience en entreprise, dont 66 % ont un contrat de plus de 3 mois

> Les 66 % en détail : CDI : 9 %; Contrat Pro : 8 %; CDD 12 Mois : 10 %; CDD 6 mois : 20 %; CDD entre 3 et 6 mois : 19 %.

Pour les 8 % restant, soit on va vers un autre dispositif, soit on constate un non-respect des engagements et donc une sortie du dispositif.

• Exemples de suivi : Justine, orientée vers une association intermédiaire, CDD 6 mois, puis CDD 6 mois avec l'ADMR. Max, suite à un BP JEPS, candidature transmise à Décathlon, préparation à l'entretien, et décroche un CDI. Amélie, recherche en poids lourd, a signé un contrat pro...

Les contrats aidés

Les contrats aidés ont été gelés au 2^e semestre 2017. Une réflexion a été menée sur une autre approche des contrats aidés : recentrage sur un public prioritaire et engagement renforcé d'accompagnement à la formation de la part des structures. Cela a abouti à la mise en place à partir du 1^{er} mars 2018 du **Parcours Emploi Compétences** - PEC, et à la fin du dispositif emploi d'avenir.

20 CAE (secteur non marchand) dont 10 renouvellements.

Comme en 2017, 2 secteurs d'activité se démarquent et représentent à eux seuls 75 % des contrats :

- **enfance** : 55 % (ASEM, AVS, agent de crèche)
- **santé** : 20 % (ASH, auxiliaire, AMP).

PARRAINAGE



7 jeunes ont bénéficié du parrainage sur l'année 2018.

EXEMPLE DE SITUATION

En 2018, un jeune inexpérimenté mais volontaire pour travailler, a pu passer un CACES et obtenir une mission. Grâce à la mobilisation du parrain qui a pris en compte les freins, notamment la confiance en soi, et mesuré la motivation du jeune, celui-ci a pu avoir une première expérience en entreprise. Dans un contexte classique, le jeune n'aurait pas franchi la porte de l'agence.

PERSPECTIVES 2019

En 2019, la Mission Locale souhaite développer le parrainage en mobilisant plus de jeunes.

Par ailleurs, en s'appuyant sur 2 dispositifs, la Garantie jeunes et la Mission Jeunes, elle met en place une nouvelle action « **1 jeune - 1 agence** » dont l'objectif est de favoriser l'accès à l'emploi.

Les entreprises

QUELQUES ENTREPRISES VISITÉES OU AYANT DONNÉ LIEU À DES RENCONTRES AVEC DES RESPONSABLES D'ENTREPRISES LOCALES

AEF 22, Altho, Atlantem, Base Intermarché, Boscher voillais, Brocéliande, Buffalo Grill, Celvia, Chevalier, Citroën, CMB, Cobral, Conan Couverture, Couverture Bernard, Cozigou, EHPAD, ELIS, Entremont, ESAT La Vieille Rivière, ESA-TCO, Euroviande, Expertiso, Hyper Intermarché, Institut Ropars, ITM, Kerbellec Carrosserie, Le Helloco, LDC Algae, LIP, Logunec'h Aménagement, Loudéac viande, Mac Donald's, Nestenn Immobilier, Pâtisseries gourmandes, Peugeot, Pharmacie Le Potier, Retritex, Robichon, Le Rôtisseur, SA-TIM, Sipropre, La Souris verte, STEF, SVA.

Par ailleurs, dans le cadre de l'accompagnement des jeunes de la Garantie jeunes, une visite d'entreprise est systématiquement programmée par session. L'objectif pour ces jeunes souvent primo demandeur d'emploi, est de découvrir des entreprises locales qui recrutent et dont les postes leurs sont accessibles.

QUELQUES CHIFFRES

	Nombre de contrats signés	Nombre de jeunes ayant signé un contrat	Nombre de contrat en alternance
2016	1 621	943	74
2017	1 650	938	80
2018	1 721	972	79

Action FORCO

Le FORCO, OPCA de la grande distribution alimentaire et financeur des contrats en alternance, a constaté de nombreuses ruptures ainsi qu'une déperdition de salariés à l'issue du contrat. Le FORCO est en effet préoccupé par le départ de salariés quittant les métiers de la grande distribution (métiers en tension) pour d'autres secteurs après avoir obtenu leur diplôme dans le cadre du contrat de professionnalisation.

Face à ce constat, il a mis en place une action expérimentale sur le département du Morbihan : **la Charte Formalternance**.

Le but est de prévenir les ruptures en instaurant d'une part un suivi conjoint des alternants par les organismes de formation et les missions locales, et d'autre part d'informer les futurs alternants dès le démarrage du contrat, de l'existence de sa mission locale de référence et du rôle qu'elle peut lui apporter dans sa vie quotidienne et professionnelle.

Le bilan de l'action est très positif. Les jeunes ont majoritairement adhéré au dispositif et les liens mission locale-organisme de formation se sont renforcés, chacun trouvant sa place et apportant une plus-value dans l'accompagnement de l'alternant.

>> **L'action est reconduite pour 2019.**

L'insertion par l'Activité Économique

Une étape vers l'accès à l'emploi durable

Une convention de partenariat signée avec Dynamique Emploi Service sur les Côtes d'Armor et Ates sur le Morbihan, permet aux jeunes nécessitant un accompagnement social et professionnel renforcé, d'avoir la possibilité d'explorer de nouveaux postes de travail ou de renforcer des compétences en matière de savoir-faire et savoir-être. Ces missions se traduisent par des interventions de ménage, de garde d'enfants, d'entretiens des espaces verts chez des particuliers ou collectivités, ou la mise à disposition auprès d'entreprises du bâtiment, comme par exemple pour le chantier de démolition de l'ancien hôpital de Pontivy.



PMSMP – Période de Mise en Situation en Milieu Professionnel

Nombre de PMSMP : 235

2018, encore de belles concrétisations d'embauches suite aux PMSMP : outil performant qui permet d'une part à l'entreprise de tester un jeune sur son savoir-être, ses compétences et sa motivation, et d'autre part, cette immersion permet au jeune d'intégrer avec moins d'appréhension et de stress un poste de travail et d'en découvrir les exigences. Elles peuvent être suivies d'AFPR (négociées avec notre partenaire Pôle emploi).

PERSPECTIVES 2019



- **Les mardis et jeudis de l'entreprise** : mise en place d'un espace partenaires dédié au recrutement sur les antennes de Pontivy, Loudéac et Locminé. L'idée est de favoriser les rapprochements entre recruteurs et candidats et de faire tomber les préjugés des uns envers les autres.

- **Poursuivre la promotion de l'apprentissage.**

LA FORMATION



Sur les 826 jeunes venus pour la 1^{re} fois à la Mission Locale en 2018, près de 600 avaient pour demande le travail du projet professionnel ou de la formation. La porte d'entrée des jeunes pour s'inscrire à la mission locale est donc l'accès à la formation.

L'orientation

Afin de construire un parcours d'insertion et de formation susceptible de pouvoir mobiliser le jeune, le conseiller va s'appuyer sur des outils en interne comme la PMSMP (Période de Mise en Situation en Milieu Professionnel) ou en externe (Plateforme de la gamme PREPA) pour identifier le métier pouvant correspondre au jeune. L'objectif est en effet de se baser sur les souhaits et les attentes du jeune de façon à l'impliquer dans son parcours. Ce travail permettra d'évaluer les avantages du métier du point de vue du jeune mais aussi ses contraintes. L'objectif étant là de définir un métier qui va lui plaire.

L'orientation professionnelle doit également tenir compte du potentiel du bassin d'emploi. Les métiers porteurs, métiers en tension, font aussi l'objet d'une étude plus particulière. Un secteur d'activité offrant des débouchés professionnels permettra en effet au jeune de se projeter plus facilement dans son parcours.

Enfin, il est important d'identifier les prérequis exigés pour accéder à un métier ou à une formation de manière à ce qu'ils coïncident avec le parcours du demandeur. De là, le choix du type de formation (durée, organisation en alternance de la formation...) sera primordial pour pouvoir s'investir pleinement sur le projet de formation.

Grâce à l'offre interne mais aussi au partenariat avec les organismes de formation du territoire, le conseiller Mission Locale va coconstruire un parcours cohérent d'accès à la qualification puis à l'emploi. Depuis le 1^{er} janvier 2019, le conseil régional a retravaillé son offre de prestation d'orientation. Le DRIP a laissé place à la gamme Prépa en janvier 2019. Souhaitant plus de souplesse dans le travail du projet, la gamme Prépa propose un travail du projet à la carte pouvant alterner avec des périodes d'emploi et une durée de parcours variable d'un jeune à l'autre.

La qualification

L'accompagnement de la Mission Locale se poursuit par l'accès à la qualification. Une analyse des attentes de la formation est nécessaire pour définir le type de formation qualifiante attendue par le jeune (formation continue, apprentissage, contrat de professionnalisation). Cette démarche amènera ensuite le conseiller à proposer des solutions quant au financement et à la sécurisation du parcours pendant la formation.

La Mission Locale, organisme prescripteur de formation qualifiante, pourra donc ainsi proposer une orientation sur une qualification. Depuis janvier 2019, la Mission Locale peut orienter les jeunes sur les gammes Qualif Emploi ou Qualif Sanitaire & Sociale qui regroupent les formations qualifiantes financées individuellement ou collectivement par le conseil régional de Bretagne. Formé et qualifié au métier souhaité, l'accès à l'emploi est donc la prochaine étape dans le parcours professionnel du jeune.

Quelques chiffres

Nombre de jeunes sur chacune des prestations en 2018

		VVA	PPI	POP	Compétences FLE	Compétences Clés	Qualif PBF/Chèque formation
22	Nombre de prescriptions		29	37	1	25	
	Nombre d'entrées		23	29	/	4	20 (Chèque Form. : 4)
	CAQ		7	12			
56	Nombre de prescriptions	16	59	78	5	45	
	Nombre d'entrées	15	49	56	3	16	23 (Chèque Form. : 4)
	CAQ		13	31			

PORTRAIT DE JEUNE : Nicolas BAZIN



Peux-tu présenter ton parcours avant de solliciter la Mission Locale ?

J'ai suivi différents cursus dans lesquels je ne me suis pas retrouvé : licence infocom puis une licence géographie et aménagement de l'espace à laquelle j'ai mis un terme en fin de 2^e année. La forme de cours utilisée en université et le fond du cursus ne me correspondaient plus.

Alors, perdu, j'ai contacté le CIO de la Fac qui m'a aidé dans la réorientation. Je voulais entrer un peu plus dans le professionnel. On a donc décidé de retourner au fondamental, le sport, que je pratique depuis longtemps. Le BPJEPS était la formation qui sortait du lot avec un format cours/stages en alternance qui m'a plu de suite.

Je me suis alors dirigé vers la Mission Locale de Pontivy pour faire concrétiser ce projet. Le bouche à oreilles et les commentaires sur internet m'ont poussé à franchir la porte.

Pourquoi es-tu venu à la Mission Locale ?

Pour me relancer professionnellement car le fait d'avoir un objectif est important pour moi. J'avais besoin d'un appui et de conseil pour préparer mon avenir.

Quelles propositions a pu te faire la Mission locale ?

Mon conseiller, avec qui il est facile d'échanger, m'a proposé de travailler un peu avant de rentrer en POP. Après une période d'emploi, j'ai intégré une POP durant 3 mois ce qui m'a permis de valider mon projet en effectuant des stages en structures de sport, lesquels m'ont permis de vérifier que mes attentes concordaient avec la réalité du métier.

En quoi cela a-t-il répondu à tes attentes ?

La POP qui m'a été proposée correspondait à ce que j'attendais : un suivi des formatrices (différent de la fac) et un contenu concret avec recherches, démarchages, dossier à réaliser... Être suivi par un organisme et entrer au sein d'une plateforme m'a aidé autant moralement que professionnellement.

Comment as-tu validé ton projet ?

Le stage en tant qu'animateur sportif s'est déroulé parfaitement comme je l'attendais, c'est l'idée du métier que je me faisais et c'est ce que je veux faire plus tard. Mon rapport de stage, ma motivation et ma conviction ont confirmé auprès de mon conseiller que j'étais prêt à rentrer en formation. J'ai néanmoins souhaité signer un Contrat d'Accès à la Qualification pour augmenter mes

chances de rentrer en formation.

Quelle a été pour toi la plus-value du CAQ ?

Après un suivi avec l'organisme de formation, le CAQ permet de rester en contact avec la Mission Locale par rendez-vous programmés chaque mois pour vérifier si le projet fonctionne. À la fin de la POP c'est agréable de se savoir toujours suivi et non « lâché dans la nature ». J'ai également pu réaliser une courte période d'immersion dans le centre de formation à l'IBSA.

Quelle est aujourd'hui ta situation ?

Je suis actuellement en formation BPJEPS Option Activités Physiques pour Tous à l'IBSA de Loudéac depuis le 05 novembre. La première évaluation a eu lieu en décembre et je l'ai validée. Je suis en alternance au sein de la structure dans laquelle j'ai effectué mon stage lors de la période POP. Tout se passe très bien. Je donne des cours, dispense des séances de tous types de sports à tous types de personnes. J'ai même mon propre cours de gym douce pour personnes âgées. En cours, les formateurs sont sympathiques et nous avons un bon suivi. Les prochaines certifications ont lieu en mai. Je finis ma formation le 23 août et j'espère ensuite aller sur le marché du travail si j'ai mon diplôme bien sûr.

LA GARANTIE JEUNES

UN DISPOSITIF INSCRIT DANS LES PARCOURS DES JEUNES

Pérennisée depuis début 2017, la Garantie jeunes est désormais bien repérée dans les leviers pour les parcours des jeunes. Au niveau national, ce sont 249 296 jeunes qui sont passés par la Garantie jeunes depuis le démarrage du dispositif, dont 2 229 jeunes pour le département du Morbihan.

La Mission Locale Centre Bretagne a, quant à elle, accueilli sur la Garantie jeunes 364 jeunes entre avril 2015 et décembre 2018. En 2018, 123 prescriptions ont été réalisées par les conseillers et 89 jeunes ont finalement démarré un parcours. Le pourcentage de jeunes sortant du dispositif avant son terme reste stable : 22 % des jeunes (démission pour départ hors zone, accès à un CDI, maladie, maternité ou sortie sanction pour non-respect des engagements).

DES SPÉCIFICITÉS SUR NOTRE TERRITOIRE

Après 4 années de fonctionnement, nous avons suffisamment de données pour faire une photographie plus précise du public accueilli sur la Garantie jeunes de la MLCB et pour voir apparaître des spécificités.

Ainsi, on constate que le public bénéficiant du dispositif sur notre territoire est sensiblement plus jeune que sur le département du Morbihan (9,3 % sont mineurs, contre 6,5 % pour le 56 et 5,3 % pour la Bretagne). De la même façon, le

taux de jeunes de niveau V ou sans qualification est plus élevé (83,79 % de niveau VI, V bis et V contre 77,4 % au niveau départemental et 73,7 % au niveau régional). Enfin, le taux de jeunes bénéficiant d'une reconnaissance de travailleur handicapé est lui aussi supérieur sur notre territoire (3,5 % de RQTH contre 1,4 % sur le 56 et 1,5 % au niveau régional).

Ces chiffres nous indiquent que le dispositif bénéficie aux jeunes les plus précaires et répond aux besoins de notre territoire. Ils renseignent également sur les difficultés plus particulières rencontrées par les jeunes dans l'accès à l'emploi.

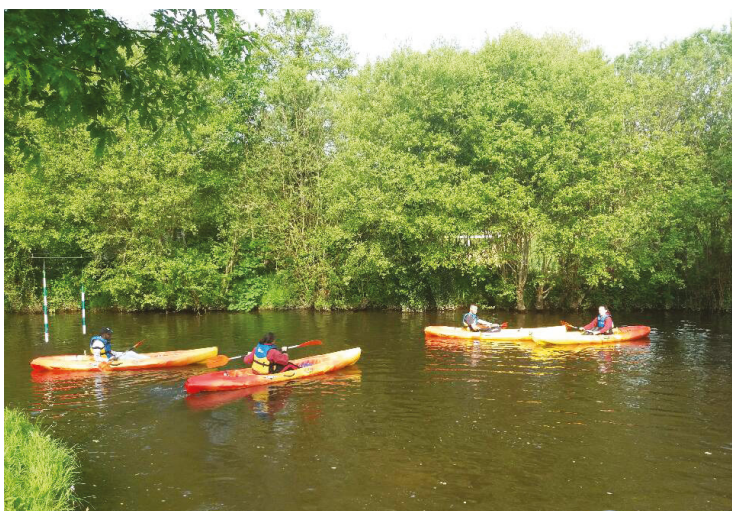
LES PÉRIODES EN ENTREPRISE

Le parcours des jeunes sur notre territoire est similaire à celui des autres territoires : les contacts entreprises et les périodes de mise en situation en milieu professionnel restent les objectifs prioritaires de la Garantie jeunes.

Depuis le démarrage du dispositif, 19 % des jeunes sont sortis en ayant effectué 80 jours d'immersion en entreprise (14,30 % au niveau du département) et 44 % des jeunes étaient en emploi à la sortie du dispositif (32 % au niveau du département). Le dynamisme du marché de l'emploi sur notre territoire bénéficie aux jeunes de la Garantie jeunes.

Pour l'année 2019, dès l'entrée sur la Garantie jeunes, l'accent sera mis sur un accès plus rapide en entreprise.

ZOOM Convivialité



PARTENARIAT AVEC LE CLUB DE CANOË-KAYAK DU LIÉ

Proposer aux jeunes de découvrir une activité qu'ils ne connaissaient pas, leur apprendre à dépasser leurs appréhensions : voilà l'objectif du partenariat mis en place avec le club de canoë-kayak du Lié.

Cette action a permis aux jeunes de passer un moment convivial mais aussi de découvrir leur capacité à se dépasser.

Trois sessions ont pu bénéficier de l'accompagnement de Clément, l'animateur du club.

ZOOM Événement



« ACCÉLÈRE, RALENTIS, MAIS N'ABANDONNE JAMAIS »

La course « Loudéac/Pontivy » comme support de travail pour la Garantie jeunes.

Les jeunes en Garantie jeunes, en recherche active d'emploi, doivent multiplier les actions permettant le contact avec les entreprises. En multipliant les contacts sous forme d'enquêtes, de stages ou de contrats, les jeunes acquièrent une meilleure connaissance des entreprises, augmentent et apprennent à valoriser leurs compétences. La course « Loudéac/Pontivy » est apparue comme un excellent support pour permettre aux jeunes d'acquérir une méthodologie pour prendre contact avec une entreprise, compétence transférable pour la recherche d'emploi.

Sur une période de 4 mois, 30 jeunes se sont mobilisés pour travailler sur ce projet, entre autres sur la recherche de sponsors pour financer des t-shirts afin de constituer une équipe aux couleurs de la Mission Locale. Plusieurs étapes ont été nécessaires :

- réfléchir à la communication en direction du public et des entreprises ;
- choisir un slogan ;
- prendre contact avec les entreprises ;
- aller à la rencontre des chefs d'entreprises.

Enfin, la participation à la création d'un événementiel a été pour les jeunes l'occasion de se mettre au service d'un projet collectif, et ainsi pour l'équipe de la Garantie jeunes, de valoriser l'engagement citoyen et associatif.

La Garantie jeunes remercie les entreprises ayant répondu positivement à la demande de partenariat présentée par les jeunes : Groupama Loudéac, Tisserent Groupement d'employeurs, le Crédit Agricole, Go Sport Pontivy et Humanis.



PERSPECTIVES 2019

Le Conseil de développement (CODEV) du Pays de Pontivy mène depuis plusieurs années une réflexion sur l'attractivité de son territoire notamment vis-à-vis des jeunes. Il a décidé de réfléchir à un projet qui a pour objectif de susciter la curiosité des jeunes vers des métiers méconnus ou dévalorisés du territoire. Dans ce cadre, la Mission Locale Centre Bretagne, par l'intermédiaire des jeunes accompagnés sur la Garantie jeunes, a répondu à la proposition du Conseil

de Développement de réaliser des petits films sur des métiers dits « en tension » avec comme fil rouge le souhait de casser les préjugés que chacun d'entre nous peut avoir sur ces métiers.

Accompagnée par l'association TY FILM, un groupe de 8 jeunes de la Garantie jeunes a pu filmer et interviewer un conducteur de ligne de la société Joris Ide basée à S'-Caradec.

ZOOM Entreprises



INFORMATION SUR LES MÉTIERS ET LES ENTREPRISES

L'information sur les métiers et les emplois, sur le bassin d'emploi et hors bassin d'emploi est l'occasion pour l'équipe de la Garantie jeunes et l'équipe emploi de proposer aux jeunes des visites d'entreprises.

L'année 2018 a été riche en découvertes : visite de Elis (Loudéac), participation aux olympiades des métiers (S'-Briec), visite des entreprises ODIC (Neullac), Le Rôtisseur (Guerlédan), Boscher Volailles (Guerlédan), LDC ALGAE (Trévé), Cyglergie (Pontivy), Ouest France (Rennes), Pâtisserie Gourmandes (Loudéac), Cobral (Pontivy), le site de valorisation des déchets Kerval.

La mobilisation des jeunes sur l'emploi passe également par un travail d'information sur les emplois et les recrutements proposés par les agences intérimaires. Chaque session Garantie jeunes bénéficie d'un accueil dans une agence du territoire pour un job dating, occasion pour les jeunes de faire valoir leurs compétences et de réaliser un entretien d'embauche.

Les agences Interaction Pontivy, Actual Loudéac, Samsic Loudéac et Pontivy, Manpower Loudéac Pontivy, Flèche intérim, Adecco Pontivy, Partnaire Pontivy, Proman Pontivy, ont accueilli les jeunes dans leurs locaux et ont rencontré chacun individuellement.

VERS UNE AUTONOMIE

Le PACEA - Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie

Opérateur du conseil en évolution Professionnelle, la Mission Locale met en oeuvre le droit à l'accompagnement des jeunes dans le cadre du PACEA, dont la Garantie jeunes est la forme d'accompagnement la plus intensive.

Le Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie est destiné aux jeunes de 16 à 25 ans révolus confrontés à un risque d'exclusion professionnelle (430 nouvelles entrées en 2018 - 810 jeunes PACEA présents sur la période).

Ce parcours est constitué de phases d'accompagnement pouvant comporter des périodes de formation, des situations professionnelles, des actions spécifiques menées par la Mission Locale (ou un de ses partenaires) avec la possibilité d'entrer dans un dispositif d'accompagnement renforcé tel que la Garantie jeunes.

Ces phases font chacune l'objet d'objectifs définis avec le jeune et d'une évaluation à leur terme, en vue de mesurer la progression vers l'accès à l'emploi et à l'autonomie. L'accompagnement peut durer jusqu'à 24 mois consécutifs.

L'entrée dans un PACEA est précédée d'un diagnostic qui doit permettre de déterminer si le PACEA constitue une réponse appropriée à la demande et aux besoins du jeune et définir les modalités qui peuvent lui être proposées (763 en 2018).

120 jeunes entrés en PACEA ont reçu une bourse d'État pour 33 910 €.

Le FAJ - Fonds d'Aide aux Jeunes

FAJ 22

Nombre de demandes accordées : 193
(pour 119 jeunes concernés).

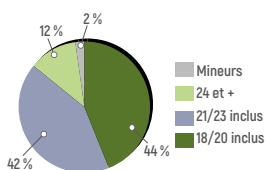
Le nombre de jeunes bénéficiaires du FAJ est moins élevé qu'en 2017 (119 jeunes en 2018 contre 142 jeunes en 2017, soit - 16 %). Toutefois, le nombre d'aides accordées a moins diminué, il est de -11 % (193 demandes accordées contre 217 en 2017).

Le montant moyen annuel des aides accordées est identique à l'année 2017 soit 160 € par demande.

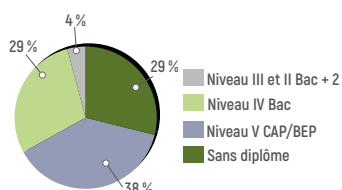
En 2018, le Fonds d'Aide aux Jeunes a été très fortement sollicité pour la subsistance et la mobilité (soit 95 % du montant des aides accordées). Le montant total versé aux jeunes était de 27 135 €.

À noter que le FAJ collectif a participé à hauteur de 15 400 € au financement de l'auto-école solidaire portée par ADALEA.

TRANCHE D'ÂGE



NIVEAU SCOLAIRE



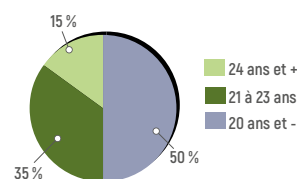
FAJ 56

Nombre de demandes d'aides individuelles attribuées : 258 (248 en 2017) pour un montant de 46 836 €.

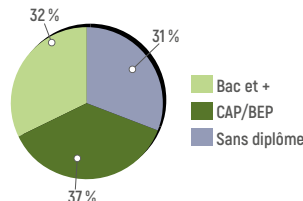
Le nombre de bénéficiaires du FDAJ en 2018 était de 175 (185 en 2017).

À noter que le FAJ collectif a participé à hauteur de 1 000 € pour une action sur les métiers en tension.

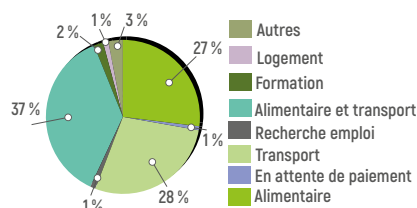
TRANCHE D'ÂGE



NIVEAU SCOLAIRE



RÉPARTITION DES AIDES PAR CATEGORIES



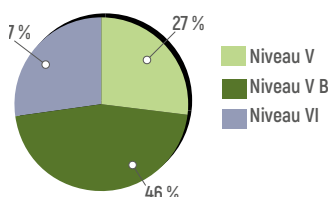
Le RSA – Revenu de solidarité Active

RSA 22

Nombre de jeunes accompagnés sur le 22 : 30.
28 femmes et 2 hommes.

Nous pouvons constater que les jeunes allocataires du RSA accompagnés par la Mission Locale sont en très grande majorité des femmes (28/30), avec des enfants à charge. Pour ces jeunes, la situation familiale est parfois complexe (rupture familiale, isolement...).

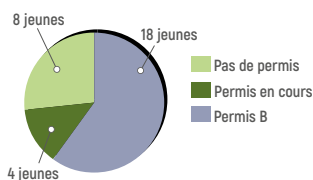
NIVEAU SCOLAIRE



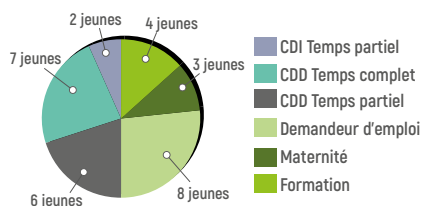
Nous constatons un cumul des difficultés : faible niveau de qualification, faible mobilité géographique, manque d'expériences professionnelles, manque de confiance en soi, difficulté à gérer la séparation avec leur enfant... qui agissent comme autant de freins à leur insertion socio-professionnelle.

En 2018, 3 jeunes sur 4 sont sortis au cours du 1^{er} cycle de l'enseignement secondaire (de la 6^e à la 3^e) ou ont abandonné au cours du CAP ou BEP avant l'année de terminale.

MOBILITÉ



SITUATIONS AU 31/12/2018



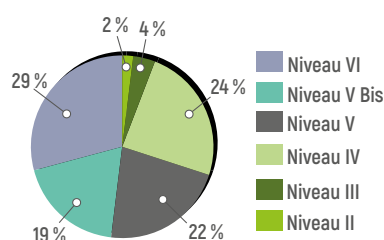
RSA 56

Nombre de jeunes accompagnés sur le 56 : 58.
45 femmes et 13 hommes.

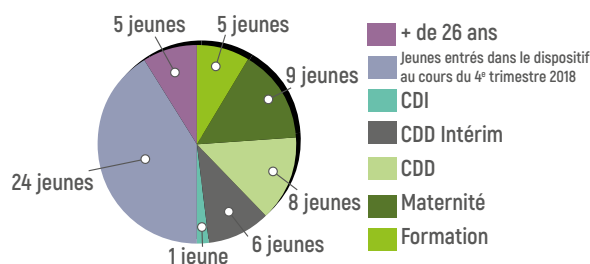
Les jeunes femmes représentent 78 % du public accompagné ; 80 % des allocataires accompagnés ont un ou plusieurs enfants.

Nous constatons que 33 % des jeunes sont autonomes dans l'organisation de leur mobilité.

NIVEAU SCOLAIRE



SITUATIONS AU 31/12/2018



UN ENGAGEMENT VERS DE VÉRITABLES PARCOURS D'INSERTION

Nous constatons toujours l'importance de la temporalité dans le suivi de ces jeunes ; la notion de « temps » est exacerbée du fait de leur situation personnelle pour une grande majorité d'entre eux... Ils n'ont pas accédé à une scolarité classique, ni acquis une autonomie sociale, ni professionnelle, qu'ils ont déjà en charge un foyer, une famille, une éducation à apporter...

PERSPECTIVES 2019

Malgré les réponses existantes sur le bassin d'emploi en termes de mobilité, de garde d'enfant, d'accès au logement, à la santé, nous constatons toujours, pour une partie du public, la difficulté d'adhérer aux propositions d'actions qui leur sont proposées. C'est un autre axe de travail qu'il nous faut approfondir.

Le développement d'une dynamique sociale et professionnelle pour les jeunes BRSA par :

- le bénévolat, le service civique ;
- la découverte des métiers (Déclic AFPA – PMSMP – Visites d'entreprises...);
- la formation (mobilisation – pré-qualifiant – qualifiant) ;
- l'emploi : l'insertion par l'Activité Économique, les contrats aidés, l'intérim...

Le parc de scooters géré par la MLCB sur Loudéac



STATISTIQUES

Nombre de locations (scooters - vélos) :

29 dont 5 pour vélos

Nombre de jeunes :

16 hommes et 3 femmes

(des contrats de locations peuvent être mis en place plusieurs fois dans l'année pour un même jeune).

La durée moyenne de location s'établit à 3,5 mois avec un maximum de 12 mois lors-

qu'un permis B est en cours ou qu'il n'y a pas de solutions alternatives alors qu'une situation d'emploi régulier existe. La location peut être très ponctuelle (stage, mission d'intérim courte) ou plus longue (apprentissage, CDI ou CDD long). À la suite, soit le jeune obtient son permis B, soit il acquiert un véhicule personnel.

Du fait de l'élargissement de la Communauté de communes, les scooters dédiés au territoire de Merdrignac peuvent être loués à d'autres jeunes du territoire de Loudéac communauté - Bretagne Centre.

Le niveau de formation des jeunes concernés par ces locations se situe entre les niveaux VI et IV.

LE PROFIL DES JEUNES

La majorité des demandes concerne des jeunes en situation d'emploi et plus épisodiquement des jeunes en situation de stagiaire de la formation professionnelle, pour des périodes de stages.

Des périodes de location longues ont été mises en place pour 2 jeunes en situation intérim et contrat clause d'insertion (situation travailleur handicapé) début 2018 : 1 jeune est depuis en CDI (07/2018) et toujours inscrit en autoécole solidaire et l'autre est en alternance emploi/chômage et actuellement accompagné par Cap Emploi.

2 jeunes en situation d'apprentissage ont également bénéficié d'une location : une jeune qui a obtenu son permis et poursuit son apprentissage jusqu'en 2020 et le 2^e (mineur) qui a débuté en juillet 2018 et s'est rapproché de son lieu d'emploi avec une solution logement.

Les autres bénéficiaires ont fait la demande d'une location dans le cadre d'une mission intérim ou d'un CDD saisonnier (ex. : base de Guerlédan). À défaut de solutions alternatives, le contrat de location peut être renouvelé.

La Santé

Considérant la Santé comme l'une des clés de voûte de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes ; la Mission Locale Centre Bretagne, avec le soutien financier de l'ARS, consacre 26 % d'un ETP à cette thématique.

La Santé sur l'année 2018 en quelques chiffres :

- 50 jeunes reçus en entretiens individuels (soutien psychologique et accès aux droits) ;
- 23 ateliers auprès des jeunes de la Garantie jeunes et de PPI (accès aux droits, prévention et pré-bilans de santé) ;
- 31 réunions/événements avec des partenaires santé.



ZOOMS

BILAN DE SANTÉ AU CES DE ST-BRIEUC

Un bilan de santé est proposé aux jeunes en dispositif Garantie Jeunes au cours des cinq premières semaines de collectif. Le prébilan est animé par la conseillère référente santé de la Mission Locale. Une visite du Point Santé est organisée au terme du prébilan afin de repérer les professionnels ressources (infirmière et psychologue) que les jeunes pourront être amenés à solliciter au terme de leur bilan de santé (ex. : aide à la lecture des résultats, prise de rendez-vous avec des

Le travail partenarial mis en place avec les acteurs de santé locaux pour :

- améliorer le taux et la qualité de la couverture sociale et de la couverture complémentaire des jeunes (CPAM 22 & 56 : le parcours santé jeunes)
- améliorer le taux et la qualité du recours aux soins généralistes des jeunes (Centre d'Examen de Santé(CSE), Point Santé) ;
- faciliter l'accueil et l'écoute des jeunes en souffrance psychologique (le Point Santé, Douar Nevez, les CMP, CMPS).

<< Le bilan de santé est l'occasion d'un temps d'échanges moins formel avec les jeunes, comme ici lors d'une pause déjeuner aux Rosaires.

spécialistes, point sur la situation personnelle).

En 2018, 46 jeunes de la Garantie Jeunes ont réalisé un bilan de santé. (2018 : 82 % des jeunes GJ inscrits au BDS étaient présents le jour du bilan/2017 : 79 % /2016 : 69 %).

PARTENARIAT MLCB-CPAM

Une convention de partenariat est signée entre la MLCB et les CPAM 56 et 22.

Le Parcours santé jeunes vise à faciliter l'accès aux droits et aux prestations. En 2018, 134 jeunes ont été orientés dans le cadre du Parcours santé jeunes.

46 jeunes accompagnés par une CESF (0,6 ETP)

RÉPARTITION HOMME/FEMME

- 26 femmes contre 20 hommes

RÉPARTITION SELON L'ÂGE

- 2 % sont mineurs
- 33 % ont entre 18 et 20 ans
- 65 % ont entre 21 et 25 ans.

RÉPARTITION SELON L'ORIGINE GÉOGRAPHIQUE PAR COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

- 11 % appartiennent au territoire de Centre Morbihan Communauté (5 jeunes) ;
- 15 % appartiennent au territoire de Loudéac communauté - Bretagne Centre (7 jeunes) ;
- 74 % appartiennent au territoire de Pontivy Communauté (34 jeunes dont 28 habitent à Pontivy).

MOBILITÉ

La grande majorité des participants n'a pas le permis à leur entrée sur le dispositif :

- 76 % n'ont aucun permis (35 jeunes) ;
- 24 % ont un permis : 15 % ont le permis BSR et 13 % ont le permis B (respectivement 7 et 6 jeunes).

6 jeunes passent actuellement le permis B et 2 jeunes sont titulaires d'un permis étranger.

CONCLUSION

Même si le dispositif est destiné aux jeunes de 16 à 25 ans, il bénéficie plutôt aux majeurs qui ne sont plus sous la responsabilité de leurs parents.

RESSOURCES DES JEUNES À LEUR ENTRÉE SUR LE DISPOSITIF

- 48 % ne perçoivent aucune ressource (22 jeunes) ;
- 33 % perçoivent des minimas sociaux (1 bénéficiaire perçoit l'AAH, 14 perçoivent le RSA et les allocations familiales) ;
- 15 % perçoivent une allocation de Pôle emploi (ARE) ;
- 4 % restant, soit 2 bénéficiaires, perçoivent l'un un salaire (1 jeune en ESAT), l'autre une rémunération région (PPI).

SITUATION FAMILIALE

- 39 % vivent seuls ;
- 28 % sont en couple avec enfant ;
- 20 % sont en couple sans enfant ;
- 13 % vivent seuls avec enfant.



© Freepik

PRINCIPALES PROBLÉMATIQUES ABORDÉES

Il est difficile de quantifier les thématiques abordées car elles sont toutes interdépendantes...

4 jeunes sur les 46 avaient d'importantes difficultés dans la compréhension de la langue française et 10 avaient des difficultés de compréhension/lenteur plus ou moins identifiées. Pour la majorité des autres participants, il s'agissait principalement d'une méconnaissance des rouages administratifs et de la difficulté à identifier les acteurs et partenaires.

Néanmoins, il ressort nettement que les thématiques **administratives et budget sont largement abordées** : les jeunes se trouvant avec peu ou pas de revenus, l'accès aux droits concernant les titres de séjour ou pièce d'identité, les ouvertures aux droits sociaux (APL/Prime d'activité/RSA/CMUC, etc.) sont les principales activités travaillées en ASR.

La thématique du logement est fortement travaillée dans le cadre de l'action dans la mesure où les revenus en conditionnent l'accès et/ou le maintien. Ces deux

problématiques du logement et du budget sont donc étroitement liées. Le nombre de participants hébergés chez un tiers a beaucoup augmenté sur l'année passée ce qui reflète d'autant plus une source de précarité abordée lors de ces entretiens.

Le travail sur la mobilité rentre également dans cet accompagnement spécifique. L'accès au permis B est mis en place par le montage de dossier de soutien financier ou d'orientation vers l'Auto-école Solidaire si le jeune présente des difficultés d'apprentissage. La conseillère en charge de l'action soutient et encourage également une démarche d'accès au transport en commun (aide au montage de carte actuel, présentation d'outils favorisant le transport en commun).

Enfin, les problèmes de santé physique et/ou psychique sont aussi des freins à l'insertion socio-économique. Ces freins périphériques sont travaillés en collaboration avec la référente santé de la MLCB et avec les partenaires (CMP, Douarnevez).

LES OUTILS DE COMPENSATIONS

Une nouvelle expérimentation en 2018, qui se poursuit en 2019...

Celle-ci s'inscrit dans la continuité de notre travail de collaboration avec les organismes de formation et le Conseil Régional autour de l'expérimentation « **DYS et formation continue** ».

COMPENSER LES TROUBLES DE L'APPRENTISSAGE DANS LE CADRE DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE

L'objectif de la démarche est de permettre aux personnes présentant des difficultés d'apprentissage en lecture et en écriture (dont les dyslexiques) d'accéder à l'emploi dans les meilleures conditions, en leur offrant notamment l'accès aux équipements de compensation, principalement informatiques.

OBJECTIFS DES DISPOSITIFS DE COMPENSATION

- comprendre les textes écrits (mails, notes de service, documents web...);
- rédiger des documents correctement écrits (orthographe, grammaire et graphie);
- améliorer son organisation personnelle et professionnelle en s'appuyant sur des solutions logicielles ou matérielles.

LE TRAVAIL RÉALISÉ AVEC MÉDIA10

Pour cela, la Mission Locale s'est appuyée sur un prestataire spécialisé, Média10 représentée par Daniel GIRARD (30 ans d'expérience de la compensation du handicap et 10 ans d'expérience d'accompagnement des dys).

La démarche consiste à mettre en place des étapes clés de la réussite :

- détection des jeunes éligibles à la compensation (systématique lors des entretiens de prise de contact);
- choix des outils de compensation adaptés à chaque personne éligible;
- formation aux outils déterminés dans la phase précédente.

Les troubles des apprentissages ne sont pas sans solution. L'outil proposé est un moyen pour rétablir la confiance en soi et une dynamique positive du candidat. La réussite passe par le choix des bonnes solutions et un accompagnement suivi et personnalisé.

Cette action a pu se mettre en place grâce à l'État qui a soutenu le projet dans son expérimentation et la formation des salariés d'octobre 2018 à mars 2019 dans le cadre de l'appel à projet « **Soutien aux Initiatives Locales** » du Fonds d'inclusion dans l'emploi.

L'appel à projet Fondation de France

Afin de poursuivre cette action, la Mission Locale Centre Bretagne a répondu à un appel à projet de la Fondation de France intitulé « **Des solutions solidaires pour une société numérique intégrante** ».

Témoignage

M^{me} LENFANT,

Référente emploi à la Fondation de France



Fondation
de
France

« Lors de l'examen par le comité emploi à Paris, j'ai estimé que votre projet visait à terme « l'employabilité » des jeunes, qu'il avait une dimension innovante et qu'il pouvait être un « accélérateur » d'insertion professionnelle et pourquoi pas permettre l'acquisition de compétences dans le numérique dès lors que les carences en matière de savoirs de base seraient compensées ou surmontées. »

Témoignage

Élodie L.,

jeune accompagnée dans le cadre de l'expérimentation « outil de compensation »

« Bonjour, je me présente, je suis Élodie 24 ans, graphiste diplômée et actuellement en recherche d'emploi. Étant atteinte d'un trouble Dys (dysorthographe) et travaillant constamment avec des textes dans le cadre de ma profession, ces outils me permettraient de me soulager dans ma tâche lors, par exemple, de saisie de texte, de corriger mes erreurs d'orthographe, de grammaire, de conjugaison ainsi que de lettres manquantes. Avec la fatigue, ces dernières restent nombreuses malgré mes relectures. Lors d'une journée classique de travail, mon handicap engendre une baisse significative de ma

concentration et de mon efficacité au fil des heures. Le fait de disposer de ces outils de relecture et de correction pour m'épauler dans mes tâches, me permettrait en plus de réduire ma fatigue, de soulager mes collègues de travail dans la relecture de mes travaux, si ces derniers passaient au préalable par le filtre de correction du logiciel.

Si ces outils de compensation s'avéraient être un soutien efficace à mon handicap, cela me permettrait probablement aussi de m'assurer une stabilité pour garder un travail. »



Séance de formation au logiciel de compensation dispensée par M. GIRARD à Élodie

UNE AUTRE NOUVEAUTÉ POUR LA MLCB...

PARCOURS DE MOBILITÉ : BOUGER EN EUROPE



En 2019, le département des Côtes d'Armor (en lien avec JTM), avec les acteurs de l'emploi et de l'insertion représentés par les Missions Locales costarmoricaines, proposent aux jeunes un parcours de mobilité adapté à leurs réalités.

Il vise à permettre à des jeunes ayant moins d'opportunité de départ de vivre une expérience culturelle et

professionnelle en Europe dans un cadre sécurisant (accompagnement par JTM), dans le but de donner des clefs visant à l'insertion et d'accéder à un emploi, de vivre une expérience à l'étranger en autonomie ou de reprendre une formation.

La Mission Locale Centre Bretagne participe activement à cette action. Ainsi, elle est chargée, comme ses homologues costarmoricains, de repérer des jeunes âgés de 18 à 25 ans volontaires pour partir sur une 1^{re} mobilité courte (1 semaine à Malte fin mars/début avril) puis une 2^e période de 15 jours en Pologne courant mai 2019.

LA COMMUNICATION

La Mission Locale Centre Bretagne communique à travers divers supports, dont les objectifs sont :

- développer sa visibilité auprès des jeunes ;
- valoriser ses missions et ses services ;
- élargir son réseau.

PRÉSENCE/VISITE 2018 SUR LES SALONS/FORUMS

8-10 février : Olympiades des métiers/PONTIVY

17 mars : Forum de l'emploi et de la formation/LOUDÉAC

24 mars : Forum de l'emploi et de la formation/ST-BRIEUC

18 septembre : Forum de recrutement/PONTIVY

LES RÉSEAUX SOCIAUX



294 J'aime/300 abonnés
au 31/12/2018 + 33 %



234 abonnés

La Course Loudéac-Pontivy



L'un des projets de la Mission Locale Centre Bretagne en 2018 a été de former une équipe Mission Locale pour l'événement du 06 octobre 2018 à savoir : participer à la course qui relie Loudéac et Pontivy (la Mission Locale travaille historiquement depuis 28 ans sur ces territoires).

Ce projet était porté par les villes de Loudéac et Pontivy.

2 distances étaient proposées : le semi-marathon (21 km) qui relie Lou-

déac et Pontivy et le 10 km qui relie St-Gérand et Pontivy.

La Mission Locale a souhaité mixer les équipes : jeunes de la Mission Locale, salariés, membres du Conseil d'Administration, stagiaires et partenaires.

PARTICIPATION DE LA GARANTIE JEUNES

Les jeunes ont été sollicités pour préparer cet événement. Chaque session

a joué un rôle dans cette préparation :

- prise de contact avec les entreprises et négociation de sponsoring ;
- travail sur la communication en direction des entreprises et en direction des jeunes ;
- recherche d'un slogan ;
- réalisation d'un budget prévisionnel afin de pouvoir acheter les maillots, payer les droits d'entrée pour les jeunes...

LES PROMENEURS DU NET

LA NÉCESSITÉ D'UNE PRÉSENCE ÉDUCATIVE NUMÉRIQUE

Une présence bienveillante pour les jeunes sur les réseaux sociaux

« Les réseaux sociaux sont inscrits dans le quotidien des jeunes qui les utilisent pour différents usages (communication, information, divertissement). Il est nécessaire que les professionnels jeunesse aillent aux devants des jeunes sur les réseaux sociaux pour les accompagner dans les potentialités et les limites de ces outils ».

Un dispositif piloté par la CAF et ses partenaires

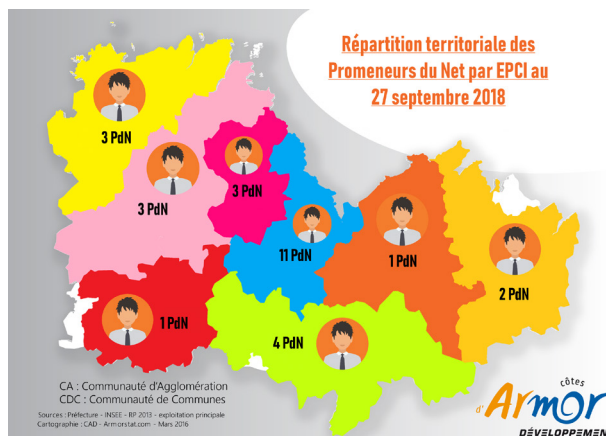
Dans ce contexte, la Caisse d'Allocations Familiales des Côtes-d'Armor et ses partenaires déploient sur l'ensemble du département le dispositif « Promeneurs du Net, une présence éducative sur Internet ». L'ADIJ (Association Départementale Information Jeunesse) assure la coordination du réseau avec pour missions d'apporter une cohérence et un cadre d'intervention commun aux Promeneurs du Net.

Qui peut être Promeneur du Net ?

Un Promeneur du Net est un professionnel (éducateur, animateur, conseiller, etc.) d'une structure jeunesse qui accompagne et échange sur Internet avec les jeunes de 13 à 25 ans.

Que fait un Promeneur du Net ?

A travers les réseaux sociaux, le Promeneur du Net répond aux sollicitations des jeunes (questionnements, prise d'information, échange, montage de projet à distance...);



il suit les profils de jeunes « amis » pour repérer leurs attentes, leurs besoins ; il publie des informations fiables et pertinentes pour les jeunes et il met en relation des jeunes entre eux ou avec d'autres professionnels.

Pourquoi devenir ami avec un Promeneur ?

Le Promeneur du Net assure un accompagnement personnel et bienveillant sur les réseaux sociaux et il est disponible en cas de besoin grâce aux messageries instantanées.

Le réseau 22

Actuellement, 28 Promeneurs du Net ont été labellisés sur l'ensemble du département : 2 issus de Missions Locales, dont la Mission Locale Centre Bretagne.

Nouvelle plateforme d'information publique

Le conseil de développement Centre Bretagne, avec le concours de la MLCB, a mis en place la plateforme « Réussir en Bretagne » qui a pour objectif de faciliter le retour à la formation ou à l'emploi pour les jeunes en situation de décrochage scolaire.

www.reussirenbretagnecentre.com



PERSPECTIVES 2019

- Suite à la mise en place par l'UNML d'une charte graphique commune à toutes les Missions Locales, la Mission Locale Centre Bretagne a décidé d'unifier son identité visuelle en adhérant à la proposition du réseau. 2019 marque donc l'arrivée d'un nouveau logo ;



- De ce fait, tous les outils et supports existants seront revus et déclinés selon la nouvelle identité visuelle ;

- Mise en place d'un nouveau site Internet : la refonte du site devra poursuivre et améliorer les objectifs fixés lors de sa création en 2009 et notamment assurer une présence web adaptée aux publics ciblés ;

- Développement du dispositif « Promeneur du net ».

LE GLOSSAIRE

A

AAH	Allocation Adulte Handicapé
AES	Auto-École Solidaire
AI	Atelier d'Insertion/Association Intermédiaire
AIF	Aide Individuelle à la Formation
AIS	Attestation d'Inscription à un Stage
ALT	Aide au Logement Temporaire
API	Allocation de Parent Isolé
APL	Aide Personnalisée au Logement
AREF	Allocation de Retour à l'Emploi Formation
ARS	Agence Régionale de Santé
ASP	Agence de Services et de Paiement
ATE	Action Territoriale Expérimentale

C

CAE	Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi
CAQ	Contrat d'Accès à la Qualification
CESF	Conseiller(e) en Économie Sociale et Familiale
CHRS	Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale
CFLE	Compétences Français Langue Étrangère
CHSCT	Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail
CIDFF	Centre d'Information des Droits des Femmes et de la Famille
CIO	Centre d'Information et d'Orientation
CMP	Centre Médico Psychologique
CMU	Couverture Maladie Universelle
CMS	Centre Médico-Social
CPA	Compte Personnel d'Activité
CPAM	Caisse Primaire d'Assurance Maladie
CPF	Compte Personnel de Formation
CPOM	Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens
CT	Conseiller Technique
CTEF	Contrat Territorial Emploi-Formation

D

DDCS	Direction Départementale de la Cohésion Sociale
DIF	Droit Individuel à la Formation
DIRECCTE	Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi
DRDFE	Délégation Régionale aux Droits des Femmes et à l'Égalité
DRIP	Dispositif Régional d'Insertion Professionnelle (Région Bretagne)
DYS	Troubles cognitifs spécifiques : troubles du langage et des apprentissages / Dyslexie, Dyspraxie...

E

ETP	Équivalent Temps Plein
-----	------------------------

F

FLE	Français Langue Étrangère
FSE	Fonds Social Européen
FSL	Fonds de Solidarité au Logement

G

GLEF	Groupe Local Emploi Formation
GPEC	Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences

I

IAE	Insertion par l'Activité Économique
-----	-------------------------------------

M

MAD	Mise à Disposition
MDD	Maison Du Département
MER	Mise En Relation
MLCB	Mission Locale Centre Bretagne
MSA	Mutuelle Sociale Agricole

O

OPCA	Organismes Paritaires Collecteurs Agréés
OPCO	Opérateurs de compétences

P

PACEA	Parcours d'Accompagnement Contractualisé vers l'Emploi et l'Autonomie
PAS	Point Accueil Santé
PBF	Programme Bretagne Formation
PE	Pôle Emploi
PEC	Parcours Emploi Compétences
PIC	Plan d'Investissement dans les Compétences
PMSMP	Période de Mise en Situation en Milieu Professionnel
POP	Plateforme d'Orientation Professionnelle
PPI	Prestation Préparatoire à l'Insertion

R

RSA	Revenu de Solidarité Active
-----	-----------------------------

S

SIAO	Service Intégré d'Accueil et d'Orientation
SPIP	Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation
SPRO	Service Public Régional de l'Orientation

T

TH	Travailleur Handicapé
TRE	Technique de Recherche d'Emploi

V

VVA	Vers la Vie Active
-----	--------------------

LE RÉSEAU BRETON

17 missions locales

qui accueillent, informent, orientent et accompagnent 50 000 jeunes de 16 à 25 ans dans leur projet d'insertion.

Carte des Missions Locales de Bretagne // ARML 2018



ARML Bretagne - Association Régionale des Missions Locales

L'Association Régionale des Missions Locales regroupe les 17 missions locales du territoire breton.

Son rôle est double :

- **une fonction de représentation du réseau régional** en fédérant les missions locales et en relayant les projets et les attentes de celles-ci. Elle est l'interlocutrice privilégiée des acteurs régionaux et principalement de la DIRECCTE, du Conseil Régional, de Pôle emploi. L'ARML est étroitement associée par l'État et la Région à la définition des orientations régionales.
- **une fonction de coordination et d'animation opérationnelles au service des missions locales** ; elle permet les échanges de bonnes pratiques, encourage la mu-

tualisation de certaines fonctions supports, organise la professionnalisation et la valorisation du réseau et contribue au développement de la fonction d'observation.

Elle est aussi la porte-parole de nos territoires auprès de l'Union Nationale des Missions Locales et des ministères concernés par notre travail.

Enfin, elle est attentive aux particularités de chacun des territoires de notre Région.

Marc KERRIEN

Président de l'ARML Bretagne
Vice-président de la MLCB



Mission Locale Centre Bretagne

BRETAGNE



La Mission Locale Centre Bretagne

13 bis rue Saint-Jory
56300 PONTIVY
02 97 25 38 35

1 rue de la Chesnaie
22600 LOUDÉAC
02 96 28 99 18

pontivy@ml-cb.fr

www.ml-cb.fr

La Mission Locale Centre Bretagne est soutenue financièrement par :



Ce projet est cofinancé par le Fonds social européen dans le cadre du programme opérationnel national « Emploi et Inclusion » 2014-2020